



Revue de presse



Mercredi 18 Octobre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Economie: plusieurs réalisations enregistrées au cours de l'année en dépit d'un contexte international vulnérable

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a dressé, mardi à Alger, le bilan des réalisations enregistrées cette année dans le domaine économique, notamment en ce qui concerne l'amélioration des indicateurs macroéconomiques et des secteurs des hydrocarbures, de l'industrie, de l'agriculture et des finances, ce qui a permis de renforcer les capacités de résilience de l'économie nationale dans un contexte international fragile et incertain.



La Patrie
Site d'informations générales
NEWS

Numérisation : Des plateformes pour les certificats fonciers

Le Directeur général du Domaine national, Abderrahmane Kheddi, a révélé le lancement de plateformes et d'applications numériques visant à faciliter l'obtention de certificats fonciers pour les citoyens en Algérie.

Une initiative visant à résoudre les problèmes liés à l'obtention de certificats de non-propriété et à la publication de contrats immobiliers et de mettre fin aux retards dans l'émission de ces documents cruciaux.



Benabderrahmane : « La nouvelle loi sur l'investissement est un grand acquis »

Présentant ce matin la politique générale du gouvernement devant les sénateurs, le Premier ministre a affirmé, au chapitre de l'investissement, que la nouvelle loi régissant ce domaine constitue un «grand acquis».

En chiffres, le Chef de l'exécutif rappelle l'installation de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement qui, sur un total de 9392 dossiers hérités de l'Andi, enregistre 5539 en cours de réalisation. S'y ajoutent 3734 projets recensés au 30 septembre dernier pour un montant global de 1951 milliards de dinars, et qui peuvent créer jusqu'à 94 000 postes d'emploi.



Le Premier ministre présente la Déclaration de politique générale du gouvernement au Conseil de la Nation : La résilience de l'économie nationale porte la croissance

Lors de la présentation de la déclaration de politique générale du gouvernement devant le Conseil de la nation, le Premier ministre a affirmé, hier, que la résilience de l'économie nationale, dans «un contexte international fragile et incertain», pourra porter la croissance économique à 5,3% pour l'année 2023. Dans ce registre, M. Aïmene Benabderrahmane relève que la croissance du PIB hors hydrocarbure devrait atteindre 4,9% en 2023, contre 4,3% enregistrée en 2022, ajoutant que l'inflation s'est établie, quant à elle, à 9,5%, au cours des sept premiers mois de 2023, tirée principalement par les produits alimentaires (+13,2%).



Déclaration de politique générale - Le Premier ministre aux sénateurs : «Le Gouvernement est attaché à préserver le caractère social de l'État»

«La mise en œuvre d'une politique sociale efficiente et équitable a toujours constitué une priorité étroitement liée à la recherche du bien-être, de l'équité et de la justice sociale», souligne le document portant DPGG, présenté, hier, au Conseil de la nation, par le Premier ministre.

Il est particulièrement souligné à cet effet que cette politique repose sur un ensemble de mesures essentielles visant à renforcer le tissu social. Une attention accrue sera accordée ainsi à plusieurs questions essentielles en tête desquelles figure l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens.



[Classement des ressources naturelles dans le monde](#)

[L'Algérie se positionne à la 13e place](#)

Des hydrocarbures, du fer, du phosphate, du zinc, du plomb sont présents à profusion dans le sous-sol.

Selon le classement du site spécialisé «Insider Monkey», publié début octobre 2023, «l'Algérie fait partie des 20 pays possédant le plus de ressources naturelles au monde, notamment du pétrole et du gaz, des mines de fer et d'acier, du phosphate, du zinc, du plomb, des métaux précieux et autres. L'Algérie se classe au 13ème rang parmi les 20 pays au monde possédant le plus de ressources naturelles.



[Le Premier ministre devant le Conseil de la nation](#)

[Plaidoyer en faveur d'un État social](#)

Le montant des transferts sociaux directs pour l'exercice 2023 a atteint 2 714 milliards de dinars.

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a affirmé, hier à Alger, l'attachement du gouvernement à préserver le caractère social de l'État et à prendre en charge les franges vulnérables, en consécration de la justice sociale. Présentant la déclaration de politique générale du gouvernement devant les membres du Conseil de la nation, lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil, Salah Goudjil, en présence des ministres, Benabderrahmane a indiqué que «le gouvernement, et pour garantir une politique sociale efficace, s'est attaché à consacrer le principe constitutionnel ancré de l'État algérien, et préserver le caractère social qui garantit la prise en charge des franges vulnérables, établissant plus d'équité et de justice sociale».



[Conseil de la nation : Des indicateurs économiques positifs](#)

Les membres du conseil de la nation ont mis l'accent, ce mardi, sur les avancées concrétisées dans le domaine socio-économique et font état d'indicateurs « rassurants », suite à la déclaration de politique générale présentée par le Premier ministre.

أéroport d'Alger: Les Douanes impitoyable dans la lutte contre le commerce du cabas

Interdit par la loi mais toléré souvent sur le terrain, le commerce du cabas en Algérie est désormais dans le viseur des autorités. À l'aéroport international d'Alger Houari-Boumediène, les autorités douanières, en collaboration avec les services sécuritaires, sont en guerre contre le commerce du cabas.



عدة انجازات سجلت خلال السنة الجارية رغم ظرف دولي هش

أكد الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الثلاثاء بالجزائر، على الانجازات التي تم تحقيقها خلال السنة الجارية في المجال الاقتصادي، سيما ما تعلق منها بتحسين مؤشرات الاقتصاد الكلي و قطاعات المحروقات و الصناعة و الفلاحة و المالية، و التي سمحت في مجملها بتعزيز قدرات صمود الاقتصاد الوطني، في ظل ظرف دولي تطبعه الهشاشة وعدم اليقين.



خلال عرض بيان السياسة العامة أمام مجلس الأمة.. الوزير الأول:

لا تراجع عن الطابع الاجتماعي للدولة ودعم الفئات الهشة

أكد الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، الثلاثاء، التزام الحكومة بالحفاظ على الطابع الاجتماعي للدولة والتكفل بالفئات الهشة تحقيقا للعدالة الاجتماعية.

وخلال عرضه لبيان السياسة العامة للحكومة على أعضاء مجلس الأمة خلال جلسة علنية ترأسها رئيس المجلس، صالح قوجيل، بحضور الوزراء، أوضح بن عبد الرحمان أن "الحكومة ومن أجل ضمان سياسة اجتماعية ناجعة، التزمت بتكريس المبدأ الدستوري الراسخ للدولة الجزائرية وستظل محافظة على الطابع الاجتماعي الذي يضمن التكفل بالفئات الهشة تحقيقا للإنصاف والعدالة الاجتماعية".

OUVERTURE D'UNE BANQUE ALGÉRIENNE EN FRANCE

La BEA obtient le fameux sésame

C'est officiel, la Banque extérieure d'Algérie (BEA) s'attribue le fameux sésame lui permettant d'ouvrir, enfin, une succursale en France. Selon nos informations, les autorités monétaires françaises viennent d'octroyer à la BEA le visa tant attendu pour concrétiser son projet de filiale 100% algérienne en Hexagone, après que la banque ait parachevé l'ensemble des procédures administratives et légales.

Cette nouvelle banque algérienne, qui sera implantée outre-frontière, pourrait entamer ses opérations avant la fin de l'année en cours. Contrairement à Algerian Union Bank et Algerian Bank of Senegal, deux banques algériennes inaugurées récemment en Mauritanie et au Sénégal et qui sont le fruit d'un consortium de quatre établissements bancaires algériens, à savoir la BNA, la BEA, le CPA et la BADR, les opérations de la filiale française ne seront pas centrées essentiellement sur le corporate, mais aura en ligne de mire une diaspora algérienne qui compte près de 4 millions de personnes. Certes, il s'agit là d'un réservoir non des moindres auquel il faudra proposer des produits et services bancaires et financiers de haute

qualité, mais cette nouvelle banque algérienne en Hexagone devrait s'ouvrir dès potron-minet aux entreprises, investisseurs, aux représentations consulaires et diplomatiques, etc. Selon nos informations, le capital de cet établissement bancaire algérien implanté au-delà des frontières, le troisième du genre, dépasserait 100 millions d'euros. Il s'agit de l'investissement le plus important à l'étranger des banques algériennes, puisque le capital de l'Algerian Union Bank et celui de l'Algerian bank of Senegal sont respectivement de 50 et 100 millions de dollars.

BON NIVEAU DE LIQUIDITÉS

Il est attendu qu'une quatrième institution bancaire voie le jour à Abidjan, en Côte d'Ivoire, laquelle devrait clôturer une opération unique en son genre, se rapportant au déploiement des banques algériennes en Afrique et en France. Depuis quelques mois, alors que ses indicateurs financiers migrent vers le vert, le secteur bancaire algérien vit une réelle ébullition, puisque, outre cet investissement outre-frontière, deux établissements se verront admis à la bourse des valeurs, à savoir

le Crédit populaire d'Algérie (CPA) et la Banque de développement local (BDL). Il ne s'agit aucunement de quêter un renfloement des caisses, mais une nouvelle manière d'exister, d'opérer et de manager. Le secteur a clôturé l'année 2022 avec un bon niveau de liquidités, un total bilan en hausse et un Produit net bancaire meilleur que celui du précédent exercice. Les autorités attendent désormais que les banques fassent mieux en matière de financement de l'économie, de digitalisation, de collecte de l'épargne et de l'accélération de l'inclusion financière. En tout cas, la BEA s'affaire à régler les dernières retouches avant l'ouverture de sa filiale en France. D'ici là, et afin de mieux préparer son implantation en Hexagone, les responsables de la Banque multiplient les opérations de marketing auprès des entreprises ayant un ancrage effectif en France. La filiale lorgne aussi la domiciliation des Algériens établis en France et les opérations de transfert à des fins d'investissement et de commerce extérieur. L'approbation du gendarme financier français ouvre ainsi la voie à un début effectif des opérations dès cette année, à en croire nos sources.

Hakim T.

ANISSE TERAÏ. Banquier et économiste

«L'Algérie pourrait se positionner comme un acteur incontournable des chaînes de valeurs mondiales»

Dans cette interview, il est question, essentiellement, d'analyser le déploiement des banques algériennes en Afrique et en Europe, mais aussi le pourquoi, l'utilité et le retour sur investissement possible de cette internationalisation de la banque algérienne. Anisse Teraï, banquier de métier et de passion, économiste par vocation, analyse pour *El Watan* toutes ces questions d'une importance capitale pour l'économie nationale.

Interview réalisée par Hakim T.



Il était temps pour les banques algériennes de se déployer sur le continent africain. C'est une initiative importante qui pourrait faciliter et renforcer le déploiement des entreprises algériennes en Afrique. D'autant plus qu'avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf - AfCFTA), l'Algérie pourrait capitaliser sur ses facteurs de compétitivité pour se positionner comme un

Au-delà des ambitions d'offrir aux entreprises algériennes un outil de financement nécessaire à leur quête d'une présence sur les marchés extérieurs, quel pourrait être l'impact de ces banques algériennes implantées en Afrique et en France sur, d'abord les banques-mères elles-mêmes, le secteur financier en Algérie ainsi que sur les comptes extérieurs du pays, puisque l'idée de base est d'aider à l'amélioration de l'offre exportable et de la valeur ajoutée des secteurs hors énergie ?

Les premières retombées positives se situent au niveau des banques elles-mêmes. À titre d'exemple, l'apprentissage des nouvelles pratiques bancaires et la montée en compétence des équipes sont autant d'éléments positifs. En ce sens, on devrait réfléchir à créer des passerelles entre les banques en Algérie et leurs filiales / participations à l'étranger, de manière à permettre aux banquiers d'effectuer des rotations entre le pays et le réseau international. L'exposition aux secteurs financiers étrangers ne peut que contribuer positivement à l'entreprise de transformation de notre secteur financier. Toutefois, rien ne peut se substituer à la réforme du secteur bancaire.

Le gouvernement doit accélérer la restructuration productive, des banques publiques, y compris en les fusionnant, la refonte de la gouvernance, la digitalisation des processus, la généralisation des moyens de paiement mobiles et électroniques, et la contribution effective au financement de l'économie réelle. Une telle mise à niveau est plus propice pour faciliter nos exportations hors hydrocarbure et renforcer leur compétitivité.

Les banques publiques algériennes ont entamé un déploiement en Afrique à travers deux filiales implantées en Mauritanie et au Sénégal, dans lesquelles la BNA, la BEA, le CPA et la BADR sont actionnaires. Une troisième banque devrait voir le jour bientôt en Côte d'Ivoire. Quelle lecture donnez-vous à cette stratégie ?

Il était temps pour les banques algériennes de se déployer sur le continent africain. C'est une initiative importante qui pourrait faciliter et renforcer le déploiement des entreprises

pour réduire le coût du capital et proposer des solutions de financement compétitives, tout en préservant des ratios prudentiels robustes. Elles ont aussi la possibilité de s'appuyer sur leurs actionnaires (BNA, CPA, BEA et BADR) pour réaliser des transactions qui dépassent leurs capacités propres ; en recourant à des syndicats, des club deals, etc. En plus, l'appréciation du dollar américain renforce la compétitivité de nos banques car, comme vous le savez, l'essentiel de nos entrées en devises sont justement en dollar américain. Cela offre une plus grande surface financière en compa-

raison avec les monnaies locales, notamment le franc CFA (utilisé, entre autres, au Sénégal et en Côte d'Ivoire) qui est lui indexé à l'euro. Les banques algériennes commencent donc leur déploiement en Afrique sur de bonnes bases et elles pourraient s'imposer rapidement en gagnant le maximum de parts de marché.

Quels sont les produits et services bancaires et financiers que ces établissements pourraient offrir à leur clientèle ?

Le leadership des deux banques a annoncé une offre bancaire dédiée aux entreprises. C'est une stratégie très judicieuse pour le lancement. Elle permet de se concentrer sur un nombre réduit de clients à forte valeur ajoutée. Ce sont donc des produits et services «Corporate» dont il est question. Aussi bien pour capturer l'épargne et gérer la liquidité des entreprises, que pour financer leurs investissements, BFR - besoin en fonds de roulement, ou leurs opérations de commerce international/ «Trade Finance» (lettre de crédit, garanties...).

Les institutions publiques, les ministères, les sociétés d'Etat, mais aussi les multinationales, les entreprises algériennes (notamment Air Algérie et Sonatrach) et nos représentants diplomatiques sont aussi une clientèle privilégiée qu'il faudra rapidement intégrer dans le portefeuille. Nos banques doivent aussi participer activement au financement de l'économie locale, y compris les grands projets publics et les émissions obligataires de l'Etat. Il ne faudrait surtout pas commettre l'erreur du déploiement organique des activités de détail, avec des investissements onéreux, comme l'ouverture d'agences. Une banque numérique / digitale est plus adaptée pour lancer une offre grand public. L'autre alternative serait de racheter un réseau bancaire existant et avoir directement accès à sa clientèle. Mais la priorité immédiate doit rester les activités «Corporate».

Quelles sont les marges de manœuvre commerciales dont disposeront les banques algériennes en Afrique ?

Ces banques arrivent à un moment crucial où les taux d'intérêt connaissent une augmentation significative. Le niveau de capitalisation des banques algériennes en Mauritanie et au Sénégal est très solide, avec un capital de 100 millions de dollars chacune. Ça dépasse de loin le capital de beaucoup d'institutions financières de la région. Ce qui offre des marges de manœuvre considérables

raison avec les monnaies locales, notamment le franc CFA (utilisé, entre autres, au Sénégal et en Côte d'Ivoire) qui est lui indexé à l'euro. Les banques algériennes commencent donc leur déploiement en Afrique sur de bonnes bases et elles pourraient s'imposer rapidement en gagnant le maximum de parts de marché.

Quels sont les produits et services bancaires et financiers que ces établissements pourraient offrir à leur clientèle ?

Le leadership des deux banques a annoncé une offre bancaire dédiée aux entreprises. C'est une stratégie très judicieuse pour le lancement. Elle permet de se concentrer sur un nombre réduit de clients à forte valeur ajoutée. Ce sont donc des produits et services «Corporate» dont il est question. Aussi bien pour capturer l'épargne et gérer la liquidité des entreprises, que pour financer leurs investissements, BFR - besoin en fonds de roulement, ou leurs opérations de commerce international/ «Trade Finance» (lettre de crédit, garanties...).

Les institutions publiques, les ministères, les sociétés d'Etat, mais aussi les multinationales, les entreprises algériennes (notamment Air Algérie et Sonatrach) et nos représentants diplomatiques sont aussi une clientèle privilégiée qu'il faudra rapidement intégrer dans le portefeuille. Nos banques doivent aussi participer activement au financement de l'économie locale, y compris les grands projets publics et les émissions obligataires de l'Etat. Il ne faudrait surtout pas commettre l'erreur du déploiement organique des activités de détail, avec des investissements onéreux, comme l'ouverture d'agences. Une banque numérique / digitale est plus adaptée pour lancer une offre grand public. L'autre alternative serait de racheter un réseau bancaire existant et avoir directement accès à sa clientèle. Mais la priorité immédiate doit rester les activités «Corporate».

La BEA entend également ouvrir une succursale en France où la communauté algérienne est fortement présente, quel est

acteur incontournable des chaînes de valeurs mondiales et une destination prise pour les investissements directs étrangers (IDE) qui sont dirigés vers l'Afrique, la Méditerranée et/ou le monde arabe

le retour sur investissement que l'on peut espérer de cette implantation en Hexagone ?

Il est difficile d'estimer le retour sur investissement sans avoir accès à la stratégie et au «business plan» d'un tel projet. Toutefois, le vivier des Algériens en France, qui se compte en millions, est très important dans les segments entreprise et détail. A eux seuls, les bénéficiaires des fonds publics algériens se comptent en milliers parmi le réseau diplomatique, les entreprises publiques (notamment Air Algérie), les fonctionnaires en formation, les étudiants boursiers, les malades en soin, etc. Aussi des dizaines de milliers d'entreprises sont possédées par des Algériens. Il serait donc judicieux de regrouper tous ces flux, particulièrement publics, et de les diriger vers une institution financière algérienne, notamment la BEA. Pour ce faire et comme en Afrique, il faut privilégier la banque digitale afin d'atteindre un maximum de clients au moindre coût et se démarquer de l'offre bancaire existante. Il est plus que pertinent de proposer des formules bancaires et des solutions de financement islamiques, qui sont recherchées par beaucoup de personnes ; et pas que les Algériens. Notamment pour le financement des investissements, l'acquisition des biens immobiliers et des véhicules, et aussi pour le financement des études et des soins médicaux,

Quels sont les facteurs-clés de succès de ce déploiement à l'international ?

Nous investissons depuis l'indépendance dans des banques à l'étranger. Par exemple, la BEA est actionnaire de la Banque BIA, en France, et de la British Arab Commercial Bank, en Angleterre. La BNA et le FNI détiennent la Banque algérienne du commerce extérieur, en Suisse. La liste est encore très longue et il n'y a pas que les banques algériennes qui possèdent (ou sont actionnaires) d'institutions financières à l'étranger. Le premier facteur de succès est de définir une vision cohérente et une stratégie adaptée pour le déploiement international des banques algériennes, en commençant par faire le bilan de l'existant, et ensuite en fixant des objectifs bien précis à atteindre. Un autre facteur-clé de succès est la mise en réseau de ces banques, qui peut se faire, soit en les regroupant au sein d'une même structure capitalistique/holding, ou dans un réseau commercial avec des offres bancaires communes disponibles d'une manière égale dans tous les pays de couverture. Les clients ont besoin d'avoir un vis-à-vis unique pour toutes leurs opérations à l'international. La connaissance du contexte local et la maîtrise du marché sont primordiales, et cela passe par le recrutement des meilleurs talents de la place qui pourront accompagner leurs collègues venus d'Algérie. La réciproque est aussi nécessaire et pour se faire il y a tout un chantier à réaliser pour moderniser la gestion des ressources humaines dans nos banques publiques. Il est aussi important de se faire accompagner, notamment par des banques d'affaires et des cabinets de conseil, pour co-créer les feuilles de route stratégiques, assurer la transformation digitale et concrétiser les transactions les plus complexes. Enfin, il est tout à fait naturel que les considérations politiques et diplomatiques influencent la prise de décision pour le déploiement des banques à l'international. Toutefois, il est impératif de ne se lancer que dans les projets qui sont viables et profitables, même modestement.

H. T.

L'ALGÉRIE ET LES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE DU MOYEN-ORIENT

2023, le taux de croissance le plus élevé

Par Abdelrahmi Bessaha

Expert international



La reprise de l'activité économique mondiale est freinée par diverses contraintes et les disparités se creusent entre régions du monde.

Parmi ces facteurs de blocage, notons les dommages structurels causés par la pandémie, la guerre en Ukraine, la mort de la fragmentation géoéconomique, le changement climatique, le resserrement des conditions monétaires pour reprendre le contrôle de l'inflation et l'explosion de la dette de nombreux pays en développement. En plus d'avoir affaibli les performances de l'économie mondiale, y compris celles de la région du Moyen-Orient en 2023, ce contexte contraint ne manquera pas de peser négativement sur les perspectives économiques mundiales pour 2024. Pour ce qui se concrétise et à l'instar de nombreux pays exportateurs de pétrole, l'Algérie bénéficie pour la seconde fois depuis la mi-2021 d'une remontée des prix du pétrole en raison de facteurs économiques et géostratégiques. Si l'amélioration du marché

troussent plus marqué que prévu en Chine ou dans les principales économies avancées, ce qui pourrait déprimer la demande extérieure et aggraver les perspectives économiques ; (II) une escalade de la guerre en Ukraine qui pourrait raviver les tensions inflationnistes et aggraver l'insécurité alimentaire ; (III) une détérioration des conditions de sécheresse et des inondations qui pourraient impacter les infrastructures, la production agricole et les prix des denrées alimentaires ; et (IV) le surendettement lié au resserrement durable des conditions financières mondiales. (2) Les politiques publiques : face aux risques et défis ci-dessus, les décideurs politiques ont la tâche urgente mais complexe de maintenir des politiques strictes destinées à préserver la stabilité macroéconomique et la viabilité de la dette et renforcer les perspectives de croissance. En conséquence, il est nécessaire de mettre en œuvre de vastes réformes structurelles visant à soutenir la création d'emplois pour plus de 100 millions de personnes qui entreront en âge de travailler au cours de la prochaine décennie (FMI).

LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD EN 2023 ET LES PERSPECTIVES EN 2024 DES ÉCONOMIES AVEC DES MARGES DE MANŒUVRE QUI RÉTRÉCISSENT

1. Facteurs ayant entravé les performances : aux coupes dans la production pétrolière (qui a permis de maintenir le prix du baril à \$91,7 à mi-octobre 2023 par rapport à \$94,72 une année plus tôt), ajoutons les impacts de politiques macroéconomiques strictes dans les économies de marché émergentes et à revenu intermédiaire et les facteurs spécifiques à chaque pays. L'intensification de ces derniers a laissé des empreintes sur la croissance économique, les finances



Il est nécessaire de mettre en œuvre de vastes réformes structurelles visant à soutenir la création d'emplois pour plus de 100 millions de personnes qui entreront en âge de travailler au cours de la prochaine décennie (FMI).

L'intensification de la fragmentation géoéconomique qui pourrait limiter la circulation des produits de base entre les différents marchés et

ratios inférieurs à 10%, alors que 5 autres ont des recettes hors pétrole variant entre 10,6% et 19,6% du PIB hors pétrole ; et (ii) le déficit hors pétrole (la mesure appropriée de l'orientation budgétaire du pays), il devrait atteindre 36,2% du PIB hors pétrole en 2023, par rapport à 33,8% du PIB hors pétrole en 2022 et une norme de 10,5% du PIB hors pétrole, donnant ainsi une idée de l'ampleur de l'ajustement budgétaire qu'il faudra prendre en charge tôt ou tard. Ce ratio est supérieur pour l'Irak (85,2 % du PIB hors pétrole), le Koweït (50,4%) et la Libye (245,8%) ; (4) Dette publique : elle devrait atteindre 55,1% du PIB en 2023 et 58,8% du PIB en 2024. Seul Bahreïn (121,2% du PIB) est plus endetté ; (5) Compte courant de la balance des paiements : le surplus devrait atteindre 2,9 % du PIB en 2023 (9,8 % du PIB en 2022), reflétant une baisse des exportations de \$8,9 milliards et une baisse des importations de \$5,9 milliards. En 2024, ce surplus devrait se tasser davantage pour atteindre 1% du PIB. Seule l'Irak affiche un déficit (1,9% du PIB). Tous les autres pays ont des surplus oscillant entre 3,4% du PIB et 17,6% du PIB en 2023 ; (6) Dette extérieure, elle se situera à 1,4% du PIB en 2023 et 1,5% du PIB en 2024. Ce niveau est le plus bas par rapport à tous les autres pays pétroliers ; et (7) Réserves officielles brutes : elles devraient se situer à \$72 milliards à fin 2023 et \$76,2 milliards à fin 2024. Seuls l'Arabie Saoudite (\$430,9 milliards), les Émirats arabes unis (\$169,5 milliards), l'Irak (\$90,7 milliards) et la Libye (\$84,4 milliards) disposent de montants beaucoup plus élevés.

ALGÉRIE : UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL S'IMPOSE, DONT LA CONSTRUCTION IMPLIQUE DE VASTES RÉFORMES ÉTALÉES DANS LE TEMPS.

fondamentaux demeurent toutefois fragiles. En tout état de cause et au moment où le projet de loi de finances initiale pour 2024 est en discussion au niveau de la représentation nationale, il est important de : (1) s'interroger sur les performances macroéconomiques de l'Algérie en 2023 et ses perspectives sur le court et moyen termes, y compris par rapport aux autres pays exportateurs de pétrole de la région du Moyen-Orient ; et (2) discuter des politiques publiques à mener en 2024 avec pour objectif majeur de construire une économie productive, diversifiée et inclusive en tenant compte des contraintes internes et internationales. Discutons de tous ces points.

PERFORMANCES MITIGÉES EN 2023 ET PERSPECTIVES DÉFAVORABLES EN 2024 ET SUR LE MOYEN TERME

1. Indicateurs de base : Le dernier rapport d'octobre 2023 sur l'économie mondiale du FMI suggère ce qui suit : (1) L'activité de l'économie mondiale devrait baisser à 3,0% en 2023 (par rapport à 3,5% en 2022 et la moyenne de 3,8% établie entre 2000-19) et 2,9 % en 2024. Par zone géographique, cette croissance atteindra 1,5% en 2023 et 1,4% en 2024 dans la zone euro et 4% en 2023 et 2024 au niveau des pays émergents et en développement. Pour 2024, la croissance mondiale à moyen terme devrait se situer à 3,1% (le niveau le plus bas depuis plusieurs décennies), creusant ainsi l'écart entre les pays avancés et les pays émergents et en développement ; et (2) L'inflation mondiale : devrait progressivement reculer, passant de 8,7% en 2022 à 6,9% en 2023 (0,1 point de pourcentage de plus par rapport aux projections d'avril 2022) et 5,8% en 2024 (0,6 points de pourcentage de plus par rapport à avril 2022) en raison de la remontée des prix des hydrocarbures. L'inflation devrait retrouver sa valeur cible de 2% en 2025 au mieux dans la plupart des pays si d'autres choix géostratégiques n'interviennent pas entre-temps.

3. Risques en 2024 et à moyen terme et politiques à mettre en place : (1) risques et défis : pesant sur la croissance incluent : (i) un ralentissement plus marqué que prévu en Chine ou dans les principales économies avancées, ce qui pourrait déprimer la demande extérieure et aggraver les perspectives économiques ; (ii) une escalade de la guerre en Ukraine qui pourrait raviver les tensions inflationnistes et aggraver l'insécurité alimentaire ; (iii) une détérioration des conditions de sécheresse et des inondations qui pourraient impacter les infrastructures, la production agricole et les prix des denrées alimentaires ; et (iv) le surendettement lié au resserrement durable des conditions financières mondiales.

Les données publiées par les services du FMI indiquent que la croissance au Moyen-Orient devrait chuter de 5,6% en 2022 à 2,0% en 2023 et 3,4% en 2024.

2. Indicateurs de base des pays pétroliers du Moyen-Orient et Afrique du Nord. Pour les 11 pays exportateurs de pétrole de la région, les données et projections macroéconomiques sont apparues : (i) un ralentissement du PIB réel de 5,7% en 2022 à 2,2% en 2023 (chute du nombre de barils de 21,3 millions en 2022 à 20,2 millions en 2023) et une projection de 3,4% en 2024 (21 millions de barils en 2024) et son pétrolière ; (ii) une inflation globale élevée : qui s'est située à 13,2% en 2022 et devrait atteindre 12,9% en 2023 et 9,3% en 2024 ; (iii) une forte réduction des surplus budgétaires qui se situent à 4,8% du PIB en 2022 et devraient atteindre 0,5% du PIB en 2023 et 0% en 2024 en raison d'une chute des recettes totales (1,7 point de pourcentage du PIB en 2023 et 3 point de pourcentage du PIB en 2024) et d'une hausse des dépenses totales (plus de 2,6 points de pourcentage en 2023 et une légère baisse prévue pour 2024) ; et (iv) le tassement des surplus du compte courant des balances de paiement qui sont passés de 14% du PIB en 2022 à une projection de 6,9% du PIB en 2023 et 6,2 % du PIB en 2024. Une omission des marges progressive du fait de la multiplicité des chocs et de la lenteur des réformes en appui de l'investissement, de la création d'emplois et de l'inclusion, tout en sapant la résilience aux chocs.

3. Analyse des risques et politiques publiques en 2024 et à moyen terme. (1) Les risques majeurs : citons (a) la crise du secteur immobilier chinois qui pourrait s'aggraver avec des répercussions à l'échelle mondiale (notamment sur les pays exportateurs de produits de base) ; (b) la hausse des anticipations d'inflation à court terme. Combinée aux tensions du marché du travail, cela pourrait entraîner les pressions inflationnistes hors alimentation et énergie, ce qui nécessiterait un autre round d'augmentation des taux directeurs ; (c) d'autres chocs climatiques et géopolitiques qui seraient susceptibles de provoquer de nouvelles flambées des prix des denrées alimentaires et de l'énergie ; (d)

quer la transition écologique ; et (e) le surendettement affectant plus de la moitié des pays en développement à faible revenu ; (ii) les mesures correctives de politique économique : (a) la mise en place de cadres de politique monétaire (accopages de stratégies de communication efficaces) pour ancrer les anticipations et réduire au minimum les coûts de la désinflation ; (b) la reconstitution de marge de manœuvre budgétaire, un meilleur ciblage de certaines mesures et la protection des plus vulnérables ; (c) des politiques structurelles pour éliminer les obstacles à la croissance ; et (d) une coordination multilatérale pour relever les défis du surendettement et de la transition écologique.

ANALYSE COMPARATIVE DES PERFORMANCES DE L'ALGÉRIE ET DES AUTRES PAYS PÉTROLIERS DU MOYEN-ORIENT

D'après le même rapport du FMI cité plus haut, les principaux indicateurs macroéconomiques pour l'Algérie pour 2023 et 2024 sont les suivants : (1) Croissance économique : en 2023, l'Algérie devrait enregistrer un taux de 3,8% (3,2% en 2022) en raison d'une baisse de l'activité économique hors pétrole (de 0,4 points de pourcentage du PIB) et d'une hausse de la croissance dans le secteur pétrolier (6,4 points de pourcentage). Le taux de croissance de l'Algérie est le plus élevé parmi les pays pétroliers du Moyen-Orient. Pour 2024, le taux de croissance devrait chuter à 3,1%, derrière l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis qui devraient atteindre 4% chacun. (2) Prix fiscal d'équilibre du baril : il se situe à \$118,3 (une moyenne de \$102 entre 2000-2019), un prix permettant de maintenir le niveau et la structure des dépenses actuelles. Des prix d'équilibre plus élevés sont notés uniquement pour 2 pays, l'Irak (\$307,04 du fait des sanctions américaines) et Bahreïn (\$108,3). Pour les 8 autres pays, il se situe dans une fourchette de \$39 à \$98 le baril. (3) Finances publiques : (i) le niveau des recettes hors pétrole devrait atteindre 20,6% du PIB hors pétrole en 2023 et 19,6 % du PIB en 2024. Hormis le Koweït dont le taux est de 39,5% du PIB hors pétrole, 4 pays ont des

TROIS AXES DE RÉFORMES COHÉRENTES :

1. Un axe macroéconomique dont l'objectif est d'assurer les fondamentaux économiques. Cet assainissement est incontournable. De façon schématisée, il implique un budget sous contrôle, une inflation maîtrisée et un déficit de la balance des paiements viable, éléments nécessaires pour favoriser l'investissement, ouvrir la voie à la croissance, créer des emplois et réduire les inégalités sociales. Concrètement en termes de politiques publiques, cela signifie une politique budgétaire (ciblant une réduction progressive du déficit budgétaire) en cohérence avec la politique monétaire (pour appuyer une gestion rigoureuse de la liquidité) et la politique de change (du fait de l'inevitable dépréciation du taux de change pour une meilleure gestion des ressources extérieures et de la demande globale). Ce mix est seul en mesure d'assurer la viabilité des finances publiques, créer les conditions d'une relance de la croissance et contrôler l'inflation. Ce volet offre en outre une assise pour le second axe.

2. Un axe structurel complémentaire cohérent avec l'axe macroéconomique. Les réformes structurelles doivent avoir un double objectif : (i) renforcer la qualité de la politique macroéconomique (réformes sur les recettes, les dépenses, le processus et cadre budgétaire pour réhabiliter le budget en tant qu'outil de la gestion macroéconomique et les statistiques macroéconomiques ; le canal de transmission de la politique monétaire et le renforcement de la flexibilité du marché des changes) ; et (ii) relancer l'investissement privé productif, inclure les femmes dans le marché de l'emploi, améliorer l'accès au financement, mettre en place un système financier moderne et lutter contre la corruption pour rétablir la confiance de la population vis-à-vis des pouvoirs publics et s'approprier les réformes ; et

3. Un axe sectoriel. Il vise à moderniser et diversifier l'économie algérienne en partant sur l'économie verte et numérique afin d'accroître la productivité et les activités à forte valeur ajoutée. Un autre facteur en faveur des réformes est de renforcer sa résilience aux chocs extérieurs et intérieurs.

A. B.

CONSEIL DE LA NATION

L'exposé détaillé de Benabderrahmane

C'est un bilan détaillé de l'action du gouvernement dont il assure la coordination que le Premier ministre a présenté, hier mardi, devant les membres du Conseil de la Nation.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Présentant la déclaration de politique générale de son gouvernement, **Abdelmadjid Tebboune** a affirmé que ce document se répartit sur cinq chapitres : Consolidation de l'État de droit et rénovation de la gouvernance, pour une relance et un renouveau économiques, pour un développement humain et une politique sociale renforcée, pour une politique étrangère dynamique et un renforcement de la sécurité et de la défense nationales. Une action du gouvernement s'étalant de septembre 2022 à septembre écoulé qui allait en droite ligne de la concrétisation des engagements du président de la République, ceci en dépit d'un «contexte international défavorable», a-t-il fait remarquer, et consistait à «renforcer l'État de droit en poursuivant les réformes de la justice, la modernisation de l'administration et la préservation de toutes les composantes de base en plus de renfor-

cer l'indépendance de l'appareil judiciaire».

Et au Premier ministre d'étayer son bilan par des chiffres. Ainsi, au plan économique, ce sont 780 projets qui ont vu le jour qui les frappait levé en dépit de la détérioration de la situation économique internationale, non sans relever que le pays maintenait une croissance économique estimée à 5,3% en 2023. Et pas que cela puisqu'il est prévu une augmentation des importations d'ici décembre prochain avec en perspective un excédent de la balance commerciale et une augmentation des réserves de change atteignant 85 milliards de dollars en dépit d'une baisse des prix des hydrocarbures. Ce qui a permis au pays de faire «l'économie d'un endettement extérieur», a-t-il affirmé.

Le Premier ministre a aussi abordé l'exercice des droits et libertés à propos duquel le processus de mise en place du cadre juridique propice à l'amélioration des conditions de leur exercice en consacra-

tion des nouvelles dispositions de la Constitution. C'est dans ce sillage qu'il a annoncé la finalisation de deux projets de loi portant respectivement sur les partis politiques et les libertés de réunions et de manifestations pacifiques. Deux textes, qui, selon le Premier ministre, visent à «consacrer les nouvelles dispositions de la Constitution ayant consolidé ces deux libertés», rappelant que deux textes de loi relatifs au droit syndical et au droit de grève ont été promulgués «afin de renforcer le dialogue social dans le monde du travail, de consolider l'exercice du droit syndical et prévenir les conflits collectifs».

Le Premier ministre s'est aussi et surtout attardé sur la politique sociale de l'État, centrée, selon lui, sur «l'accroissement du pouvoir d'achat des citoyens, l'amélioration de la prise en charge des populations vulnérables, la consolidation des systèmes de Sécurité sociale et de retraite». Une politique sous forme de maintes augmentations des rémunérations dans le secteur de la Fonction publique depuis l'exercice 2022 et qui continueront

à être augmentées au titre de l'exercice 2024, ceci outre l'élaboration des projets de révision des statuts particuliers des fonctionnaires des secteurs de la santé, l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, de même que la revalorisation en cours du régime indemnitaire des fonctionnaires exerçant dans 23 wilayas du Sud.

Benabderrahmane a également cité l'allocation-chômage, revalorisée de 13 000 dinars à 15 000 dinars, la reconversion des contrats du dispositif d'activité d'insertion sociale (DAIS) en contrats à durée indéterminée à temps partiel avec un total de 115 131 bénéficiaires, ce qui a permis de valoriser les salaires mensuels des personnes concernées, passant de 6 420 dinars à des salaires dépassant les 16 000 dinars.

À l'issue de ce long exposé du Premier ministre, les membres de la Chambre haute du Parlement devaient entamer leurs interventions en milieu d'après-midi. Des interventions qu'ils devront poursuivre, aujourd'hui mercredi et demain jeudi.

M. K.

رغم استقراره في المعاملات الرسمية الأورو فوق 230 دينار في السوق السوداء

• الخبير عبد الرحمان عية؛ قلة العرض أهم الأسباب

سجلت أسعار صرف الدينار في السوق السوداء في الفترة الأخيرة، ارتفاعاً، مقابل أهم العملات العالمية، وفي مقدمتها الأورو والدولار الأمريكي، في فترة تتزامن والتوجهات التي تتبناها السلطات العمومية المسؤولة نحو تنظيم معاملات الصرف، من خلال المساعي ذات العلاقة بتأطير نشاط مكاتب الصرف على غرار ما هو معمول به في غالبية الدول عبر العالم.



عبد الرحمان عية



الموازي من النشاط، يمكن إلى حدود 10 في المائة، مستدلاً بالهامش الذي تتيح عدة دول في هذا الأمر، إلا أنه عاد ليشير إلى جزئية أن هذا النوع من المعاملات غير مسجل، وبالتالي فإن التعرف بدقة على حيثياته غير ممكن، للوقوف على تأثيراتها على المؤشرات الاقتصادية الوطنية أو حجم التحويلات المحصلة مثلاً.

أما عن الأسباب التي تقف وراء ارتفاع أسعار الصرف في السوق السوداء بالمقارنة مع تلك المسجلة في القنوات الرسمية، فقد أرجعها محدثنا بالدرجة الأولى إلى قلة العرض، كون أن أول مبدأ يقوم عليه هذا النشاط هو "العرض والطلب"، وأشار إلى تقلص الحركة بالنسبة للمسافر وتقل الأفراد في الفترة الأخيرة. س، ب

وقال الخبير في الشأن المالي والاقتصادي، عبد الرحمان عية، إن سوق صرف الموازي بالرغم من كونه غير رسمي إلى أن آليات تحديد القيم التي يخضع لها، لا سيما العرض والطلب تجعله يعكس القيمة الحقيقية لسعر الدينار، بينما تخضع المعاملات الرسمية للتنظيم الإداري بناء على سلة من أهم العملات العالمية، وعلى هذا الأساس، فقد أوضح أن تحديد قيمة العملة بهذه الطريقة تحمل جوانب إيجابية تنترجم من خلال استيراد منتجات بأسعار أقل لا تقترض انعكاسات تضخمية على مستوى السوق المحلية، وهو الأمر الذي ينسجم مع التوجهات الاجتماعية للدولة، يضيف الخبير.

وبالرغم من أن الدكتور عية أشار في تصريح له "الخبير"، إلى أن السماح بجزء من الاقتصاد

نفس المستويات بتغيير لا يكاد يذكر عن القيم المعلنة من طرف البنك المركزي خلال بضعة أشهر، فقد بلغ سعر صرف الدينار في مقابل الأورو 144 دينار، ولم يختلف الوضع بالنسبة لمعاملات الصرف مقابل الدولار الأمريكي أيضاً، كون أن العملة المحلية ظلت محافظة على نفس الوتيرة، باستقرارها في مستوى 137 دينار مقابل كل دولار أمريكي واحد.

وبينما عرفت غالبية التداولات الرسمية نفس الاستقرار، فإن ظاهرة ازديادية أسعار الصرف في الجزائر تبقى محل نظر، لا سيما وأن معاملات السوق السوداء في تجارة العملة الضعيفة تواصلت في فرض تأثيرها، إذ عادة ما يلجأ جل من يرغب في الحصول على نصيب من "الدوقيز" إليها، باعتبارها الملاذ الوحيد لغياب البدائل الرسمية الأخرى.

سعید بشار

• على الرغم من استقرار معاملات صرف الدينار في التداولات الرسمية عند نفس مستوياته، فإن سعر أهم العملات الصعبة بداية من العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" والدولار أيضاً، ارتفع في المعاملات الموازية ليصل إلى مستويات عالية لم يسجلها منذ العديد من الأشهر، من منطلق أن سعر صرف الأورو تراوح ما بين 228 و231 دينار، بيعاً أو شراءً، بينما سجل سعر العملة الأمريكية قيمة مرتفعة أيضاً تتراوح ما بين 218 و220 دينار، في وقت لحق بسعر صرف جنبيه الإسترليني بنفس التوجه مسجلاً في التداولات الموازية ما بين 262 و264 دينار.

ولم تشفع للعملة الوطنية أسعارها المسجلة في التداولات الرسمية، حيث بقيت محافظة عن

ارتفاع سعر صرف الأورو والدولار في سوق العملة الموازية العملة الأوروبية بـ231 دينار والورقة الخضراء بـ220 دينار

انتعاشا في مجال استيراد السيارات والمركبات. وفي انتظار فتح مكاتب الصرف، يبقى السوق الموازي للعملة بارومترا في مجال المعاملات، علما أن بنك الجزائر أعلن في سبتمبر الماضي مصادقته على مشروع نظام يتعلق بشروط الترخيص وإنشاء واعتماد وعمل مكاتب الصرف في الجزائر، في خطوة من شأنها تنظيم صرف العملات.

حفيظ صوالي

تداول العملة الصعبة في السوق
الموازية 17 أكتوبر 2023

العملة	شراء	بيع
الأورو	230.00	231.00
الدولار الأمريكي	218.00	220.00
الدولار الكندي	155.00	157.00
الجنيه الاسترليني	262.00	264.00
الفرنك السويسري	238.00	240.00
الليرة التركية	06.50	08.00
اليوان الصيني	29.00	30.00
الريال السعودي	58.00	59.00
الدرهم الإماراتي	59.00	60.00
الدينار التونسي	68.00	70.00
الدرهم المغربي	21.00	22.00
الجنيه المصري	10.00	07.00

في سوق الصرف الموازي. وفيما استقر سعر الدينار الجزائري على مستوى معاملات السوق الرسمية عند 145.11 دينار مقابل العملة الأوروبية الموحدة "الأورو"، يفوق بالموازاة مع هذا في معاملات الصرف في السوق السوداء 231 دينار، وهو التوجه الملاحظ على سعر "الدوفيز" إجمالا، فيما سجل سعر الدولار الأمريكي في السوق الرسمي 137.51 دينار، كما بلغ سعر الجنيه الاسترليني من جهته 167.54 دينار في التعاملات الرسمية، بينما يتداول في السوق الموازي بنحو 264.00 دينار.

ويشير بائع للعملة في سوق "سكوار" بالعاصمة، لـ"الخبر"، إلى أن "سعر تداول العملات خاصة الأورو والدولار الأمريكي، شهدا انتعاشا مع تسجيل طلب عليهما، وتوقع البائع انتعاش سوق العملة الموازية، خاصة مع اقتراب نهاية السنة. بالمقابل، يشير خبراء اقتصاديون إلى أن ارتفاع أسعار صرف العملات في الأسواق السوداء لا سيما بالنسبة للعملة الأوروبية الموحدة "الأورو" يعود إلى ارتفاع الطلب بسبب عودة استيراد السيارات، سواء المستعملة أو الجديدة، ولكن أيضا عوامل دافعة أخرى منها زيادة الطلب.

ومن المرتقب وفقا لمؤشرات ومعطيات خاصة أن يشهد الثلاثي الرابع من السنة

● قفز سعر صرف العملة الصعبة في السوق الموازية، خلال الفترة الأخيرة، إلى مستويات عالية، حيث شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة الأورو ارتفاعا، حيث وصل سعر 100 أورو في السوق السوداء إلى 23100 دينار جزائري.

وحسب آخر التعاملات، فقد بلغ سعر الأورو في السوق الموازية ما يعادل 230.00 دينار جزائري للشراء ومقابل 231.00 دينار جزائري للبيع، أما الدولار الأمريكي فقد بلغ 218.00 دينار جزائري للشراء ومقابل 220.00 دينار جزائري للبيع.

وأعاد فتح استيراد السيارات المستعملة، وحتى الجديدة منها، موازاة مع الترتيبات الخاصة بفتح مكاتب الصرف الحركة إلى "بورصة السكوار للعملة"، مع انتعاش في قيمة صرف العملات، على خلفية ارتفاع الطلب في الأسواق الموازية، وعودة اتساع هوة أسعار الصرف بين السوق الرسمية والموازية، كما يدفع اقتراب نهاية السنة والعطل إلى انتعاش التعاملات.

وفيما يتعلق بالجنيه الاسترليني، فإن قيمة الصرف في السوق السوداء تقدر بما يعادل 262.00 دينار جزائري للشراء وما يعادل 264.00 دينار جزائري للبيع.

وفي المقابل، يبلغ سعر صرف الدينار مقابل الدولار الكندي عند 155.00 دينار جزائري للشراء و157.00 دينار جزائري للبيع

الشركة الوطنية للتأمينات تجدد اعتمادها "إيزو 9001"



أعلنت الشركة الوطنية للتأمينات عن تجديد اعتمادها ISO 9001 نسخة 2015، واستكمال تفهيمها مجال تطبيق نظام إدارة الجودة ليغطي جميع هيئاتها وشبكات التوزيع التابعة لها، مشيرة بالتأسيسية التي أن

إعادة لتجديد هذا الاعتماد يؤكد الالتزام الثابت للشركة بتلبية حاجيات زبانتها والتحسين المستمر لعمليات التسيير، مع التمسك بالقدرة الكبيرة للشركة على تقديم منتجات وخدمات عالية الجودة وسلامة المعايير الوطنية والدولية.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger